5 janvier 2015 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les défis et priorités pour le gouvernement en 2015, à Paris le 5 janvier 2015.

Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et messieurs les ministres,
Quand j'ai constitué le gouvernement en mars dernier, et que j'ai nommé Manuel VALLS à sa tête, j'avais dit que c'était un gouvernement de combat. La composition a pu changer ces dernières semaines, et vous en êtes ici le reflet, mais le mot d'ordre est le même, nous sommes dans un combat, un combat contre le conservatisme, un combat contre le défaitisme, un combat contre le déclinisme, un combat contre le fatalisme, et un combat contre le populisme.
Mais le combat, ce n'est pas simplement, contre un certain nombre de forces qui ne voudraient pas que nous parvenions à nos résultats ou d'autres plus dangereuses qui voudraient dissoudre les valeurs de la République, le combat, doit d'abord être au service des grandes causes les plus élevées. C'est d'abord, un combat pour la planète, c'est celui que nous allons livrer tout au long de l'année pour aboutir à la fin de 2015 à cette conférence de Paris. Rien n'est joué, rien n'est fait. La France n'y réussira pas seule, mais elle doit montrer une organisation exemplaire pour y parvenir, et se déployer partout dans le monde pour convaincre. L'objectif c'est d'aboutir à un accord qui soit contraignant et qui puisse être accompagné financièrement.
Le combat que nous avons à mener, l'est aussi pour l'Europe, pour qu'elle retrouve du sens, de la force, c'est-à-dire de la croissance.
C'est un combat pour la France, pour qu'elle soit dans autant de domaines que possible au premier rang, la première, et c'est possible, puisque nous avons suffisamment d'atouts pour y parvenir.
Le combat, doit être pour les Français, pour qu'ils reprennent confiance en eux. C'est-à-dire dans les capacités qu'ils peuvent déployer dans tant de domaines, recherche, économie, culture. Nous devons donc montrer que la France est capable d'avancer.
Enfin, c'est un combat pour la jeunesse, qui est notre principal atout, et aussi la grande priorité du quinquennat. Je devrais ajouter aussi un combat pour la République. Elle est mise en cause de multiples façons, subreptice parfois, directe, ça peut arriver, elle est mise en cause chaque fois qu'il y a un comportement qui ne ressemble pas à ce qu'est la France. Elle est mise en cause chaque fois que l'on prétend qu'elle va disparaître, qu'elle va être submergée, qu'elle va être envahie, qu'elle ne sera plus elle-même.
J'ai retrouvé des textes de la fin du 19ème siècle qui déjà évoquaient l'invasion, la disparition, la décadence rien n'est nouveau, mais en même temps, il y a des menaces qui, elles, sont nouvelles, et qui sont à la fois des menaces extérieures et des menaces intérieures.
Ce combat, nous allons le gagner, nous devons le gagner. Nous sommes entrés dans la deuxième moitié du quinquennat, pendant des mois, avec le gouvernement de Jean-Marc AYRAULT, avec le vôtre, Monsieur le Premier ministre, beaucoup a été fait sur la réforme territoriale, sur le pacte de responsabilité, avec des mesures qui vont prendre effet notamment dès le 1er janvier, sur la pénibilité, sur la formation. Ces réformes sont à traduire dans la réalité cette année.
Pendant la deuxième partie du quinquennat, nous devons agir pour l'emploi, pour la justice, pour l'environnement et pour la cohésion nationale. Ce qui ne sera pas engagé très vite ne sera pas traduit d'ici 2017. Ce qui ne sera pas voté et appliqué ne sera pas vu, quelle que soit la qualité de ce que nous aurons présenté d'ici 2017. L'agenda des réformes, que le Premier ministre a

ce que nous aurons présenté d'ici 2017. L'agenda des réformes, que le Premier ministre a présenté est particulièrement dense et particulièrement clair pour les deux prochaines années. La France doit en sortir plus juste, plus forte et mieux préparée pour affronter les grandes mutations du monde.

En 2015, nous poursuivrons le rétablissement des comptes publics. Pour y parvenir, il ne faudra pas simplement faire des calculs ou des règles de trois, il va falloir aller plus loin encore dans la réforme de l'Etat, dans son organisation, dans ses outils, dans ses méthodes, et je compte sur vous pour fournir autant de propositions que possible. La simplification, ce n'est pas simplement un mot d'ordre, ça doit être aussi une méthode pour la réforme, la transformation numérique également et je sais que vous y travaillez, le dialogue dans la Fonction publique peut aussi y contribuer.

Au-delà de mettre nos comptes en ordre, nous avons comme devoir le renforcement de notre économie. C'est aussi l'objet du projet de loi pour la croissance et pour l'activité : lever les blocages, ouvrir les professions, stimuler l'activité, faciliter l'investissement, notamment pour le logement, raccourcir les délais pour les projets économiques. Et la ministre de l'Ecologie aura à veiller à la mise en uvre de ces principes. Pourquoi imaginer que parce que c'est long, c'est forcément mieux ? Quelle idée a pu, un moment, inspirer à un certain nombre de personnes de bonne foi l'idée que parce que ça sera compliqué, ça sera forcément bien.

Mais, à ce compte-là, le meilleur projet, c'est celui qui ne voit jamais le jour. Le meilleur emploi, c'est celui qu'on ne crée pas. Le meilleur logement, c'est celui qu'on ne construit pas, parce que nous ne sommes jamais prêts.

Nous aurons aussi durant toute cette année 2015 à continuer la transformation de notre pays, la réforme territoriale, la loi de transition énergétique, les 34 plans industriels, la diffusion des nouvelles technologies, les contrats de plan Etat/région £ voilà ce qui peut aussi contribuer à faire avancer la France. L'année 2015 sera aussi une année qui doit améliorer la vie, c'est le sens de la loi Santé, renforcer la prévention, faciliter l'accès aux soins pour tous, donner toute sa place à la médecine de ville.

Il y aura également la loi sur le vieillissement, ou plus exactement l'adaptation de la société au vieillissement, qui peut être également source de création d'activités. Il y aura la loi sur la culture et le patrimoine, et puis il y aura la Justice du quotidien. Tout cela n'a qu'une vocation, faire que les Français vivent mieux. Pour vivre mieux il faut vivre aussi dans une société plus juste, ce sera tout ce que nous aurons à faire en matière d'éducation, répartition des moyens, plan numérique à l'école, mais également lutter contre le décrochage et contre les inégalités scolaires.

Nouvelle politique de la ville, avec des critères plus simples, soutien aux territoires ruraux, poursuite de l'égalité égalité pour l'Outre-mer. L'égalité, ce doit être également l'objectif de tout ce que nous entreprenons. J'avais dit dans la campagne, « ce qui sera juste, nous le ferons, ce qui ne sera pas juste nous l'écarterons », nous devons mettre en uvre ce principe.

Et puis il y a ce que nous avons à faire en Europe, pour accélérer la reprise. La mise en uvre du plan JUNCKER suppose que nous puissions fournir des projets. La France est souvent ardente pour fixer les objectifs et parfois négligente pour utiliser les crédits qu'elle a permis de dégager. Nous devons être prêts pour porter un certain nombre de dossiers d'investissements de manière à ce qu'ils soient financés par le plan JUNCKER.

Nous devons également, et c'est la tâche de chacun, bien utiliser les réunions européennes pour définir des cadres réglementaires et fiscaux qui peuvent être déterminants pour notre avenir, pour les nouvelles technologies notamment, pour le numérique, pour également la transition écologique. Enfin, nous devons donner à la zone euro une assise plus démocratique pour qu'elle soit plus efficace et plus solidaire.

La France, au plan international doit être aux avant-postes pour préserver la paix. C'est l'action de notre diplomatie et nous y travaillons notamment pour l'Ukraine. Nous devons être aussi là avec nos soldats, là où nos intérêts et ceux du monde sont en jeu. Là où se joue aussi l'avenir de la planète, ce sera le sens de la conférence sur le climat.

Voilà, Monsieur le Premier ministre, Mesdames, Messieurs les Ministres, la feuille de route pour 2015. Pour la suivre, la méthode est essentielle, vous devez avoir le souci constant de l'unité

nationale. Dans un pays où il y a des voix haineuses qui se font entendre, dans un pays où il y a des menaces très réelles qui pèsent sur notre sécurité, où il y a des passions qui peuvent s'emparer, parfois d'hommes et de femmes désemparés, nous devons être là, c'est-à-dire que nous devons apporter du rassemblement, de l'apaisement, mais aussi de la fermeté, là où elle est attendue. Fermeté dans le respect des règles, fermeté dans la sécurité des personnes, fermeté également dans l'affirmation de la laïcité qui est une valeur fondatrice de notre République.
Nous devons faire en sorte, aussi, et c'est un défi, d'éviter que des jeunes puissent partir sur des terrains de combats où ils n'ont pas leur place, il y en a plus de 1200 aujourd'hui, qui ont été, un moment, tentés par le jihadisme. Il y en a 400 qui sont encore sur zone. 30 % de ces personnes sont des femmes, 30 % sont des mineurs, 20 % sont des convertis. Il y en a à peu près 250 qui sont revenues, mais il y en a quand même, dans l'année 2014, 250 qui sont parties. Nous devrons donc prévenir, surveiller et punir. Nous devons faire en sorte que cette réalité ne provoque pas de divisions supplémentaires dans notre pays, la lutte contre le racisme, contre l'antisémitisme, doit être poursuivie avec beaucoup de vigueur. On ne peut pas accepter qu'il y ait des concitoyens juifs qui considèrent qu'ils ne sont plus en sécurité dans notre pays, pas davantage que nous ne pouvons admettre qu'une religion soit stigmatisée, en tant que telle, alors même qu'elle n'est pas en cause et qu'elle est instrumentalisée par des fondamentalistes.
Exemplarité également dans le comportement du gouvernement, vigilance, réactivité, présence, écoute, voilà ce que vous avez à chaque instant à faire. Exemplarité dans la solidarité gouvernementale. Vous êtes une équipe, il doit y avoir un soutien sans faille les uns à l'égard des autres. Lorsque les arbitrages sont rendus, ils engagent tout le gouvernement, et les Français doivent voir dans le gouvernement une équipe, un bloc, avec une direction, aller de l'avant.
Exemplarité dans les rapports avec le Parlement, relation de confiance avec la majorité, respect de l'opposition.
Monsieur le Premier ministre, Mesdames, Messieurs les Ministres, notre message en ce début d'année 2015 : confiance et volonté. Pas un instant nous ne devons douter des ressources de la France, elles sont immenses, l'histoire plusieurs fois les a éprouvées, jamais elle ne les a épuisées. La France n'est pas une petite bougie que des vents mauvais pourraient éteindre, la France c'est une lumière qui doit continuer à éclairer l'Europe et le monde, c'est notre histoire, c'est notre avenir.
2015 c'est l'année où toutes les réformes que nous avons déjà faites vont se traduire, vont rentrer en vigueur. 2015 c'est l'année où nous devons en engager d'autres pour qu'elles renforcent notre pays, et changent concrètement la vie de nos concitoyens. Nous n'avons donc qu'un seul but, faire réussir la France.